



Nous sommes convoqués en CTL ce 5 novembre 2019. A la lecture de l'ordre du jour, une réunion institutionnelle, ordinaire, dans le cadre du dialogue entre direction et élus des syndicats représentatifs, tels qu'ils résultent des élections professionnelles. Et l'expression d'un déni.

« *Tout va très bien, tout va très bien,*

*Pourtant, il faut, il faut que l'on vous dise, On déplore un tout petit rien, un incident, une bêtise » :*

### **La mort programmé du service public de qualité**

En effet, à la demande de plus de service public de la population, le pouvoir exécutif, son Ministre G. Darmanin et le Directeur Général J. Fournel ont des solutions extraordinaires (liste non exhaustive) :

- ▶ Supprimer toutes les trésoreries (hors hospitalières), supprimer ou fusionner nombre de services de gestion (SIE, SIP, SPF, PCE, etc) ! Créer des points d'accueils dont la pérennité n'est même pas garantie (en lien avec les suppressions d'emplois) avec des personnels super-polyvalents, sous-formés, et possiblement contractuels : un service public low cost, sur la sellette (les Maisons France Services -MSF- et les Maisons de Services Au Public -MSAP-).
- ▶ Détruire le réseau ne suffit pas, ils s'attaquent toujours plus aux missions elle-mêmes : rupture de la chaîne comptable (Services Généraux de comptabilité -SGC- et Conseillers auprès des Décideurs Locaux -CDL-), privatisation de la gestion du numéraire et des encaissements vers les buralistes et la FDJ, création d'une agence du recouvrement fiscal et social, projet d'une agence du contrôle des entreprises par l'État, Loi Essoc et relation de confiance qui visent à transformer le vérificateur en conseil des entreprises,

« *Mais à part ça* », Monsieur le Président, « *Tout va très bien, tout va très bien.* »

Et si dans la chanson, la jument grise est morte dans l'incendie qui détruisit les écuries, le château... La DDFiP est mise à mal et il existe aujourd'hui un véritable plan de démantèlement de celle-ci.

Alors voter le PV de la précédente réunion, discuter des « ponts naturels », avaliser la mise en place d'un service, réalisée avant même que le CHSCT ait rendu un avis (du formalisme, selon certains) et être à distance notamment par l'utilisation d'acronymes qui permettent l'évaporation (naturelle ?) des mots, et de la réalité de fait des services...

Qu'avons-nous à gagner pour les personnels que nous représentons à participer à ce CTL ?

Nous tenons seulement à rappeler comme cela a déjà été fait dans la déclaration liminaire CHSCTM du 24 octobre 2019 que :

- « Les Femmes et les Hommes qui quotidiennement font vivre le Service Public au service de l'intérêt général, n'ont en retour aucune reconnaissance concrète de la part de leurs ministres. Ces Femmes et ces Hommes que les pouvoirs publics ont décidé d'ignorer. Pire de considérer comme quantité négligeable, comme des pions que l'on déplacerait sur l'échiquier des intérêts particuliers que vous servez. »

-Et vous constatez une « incompréhension des personnels : les agents n'ont pas bien compris que tout ce qui est entrepris l'est pour leur bien, ils ont tort de s'inquiéter pour rien, tout est mis en place pour les accompagner... Vers où ? La sortie par rupture conventionnelle ? »

Le climat à la DDFiP est profondément morose et l'accumulation des petites phrases qui dénigrent l'exercice des missions est inacceptable. Mais que ce soit la DGFIP ou la DDFiP locale, vous êtes au courant de la violence faite aux agents notamment par la participation exemplaire des administrations financières à la réduction des déficits publics.

Vous pouvez rassurer nos politiques, au rythme de leur réforme, il n'existera bientôt plus de « fonctionnaires d'engueulade ».

Dans ces circonstances, vous comprendrez bien que les élus CGT, FO, opposés au plan Darmanin, se retirent, sans participer aux débats de ce CTL.